

Des pistolets non déclarés "cachés" chez En Marche

Article rédigé par Valeurs actuelles, le 01 août 2018

D'après les premiers éléments réunis par les juges, et consultés par Le Monde, Vincent Crase portait une arme le 1er mai, après avoir dit l'inverse aux enquêteurs. Ce pistolet, comme deux autres retrouvés au siège du parti présidentiel, ne sont pas déclarés.

Nouvelle vague de révélations dans l'affaire Benalla. Ce mercredi 1er août, [Le Monde](#) publie plusieurs des éléments réunis par les juges en charge de l'enquête judiciaire ouverte le 22 juillet. On y apprend notamment l'existence d'armes non déclarées au siège du parti En Marche !.

Ainsi, après avoir nié, le 20 juillet au début de sa garde à vue, avoir porté une arme lors de la manifestation du 1er mai, l'ex-employé du parti présidentiel s'est ravisé. L'homme a expliqué avoir menti, précisant être père de famille et être « *en train d'acheter une maison* ». « *Cette affaire, si je perds mon travail, va me mettre dans une situation précaire.* », aurait-il dit aux enquêteurs. Et d'ajouter : « *Cette arme n'est pas à mon nom, elle appartient à LRM [La République en marche], elle est réservée pour la défense du site LRM* ».

Retrouvez l'intégralité de l'article sur

<https://www.valeursactuelles.com/politique/affaire-benalla-trois-pistolets-non-declares-au-siege-den-marche-9>